

Solidaires

ET INTERNACIONALISTES!



Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#131 – Mars 2025

Argentine Le 24 mars est l'anniversaire du coup d'État civilo-militaire-religieux de 1976 en Argentine. Cette date a toujours été une journée de mobilisation et de manifestations pour le mouvement social argentin; aujourd'hui face au gouvernement fasciste de Milei, c'est aussi une journée de résistance.

L'Assemblée des citoyens argentins en France (ACAF) appelle à un rassemblement le 24 au soir, face à l'ambassade de l'Argentine. Comme lors des précédentes manifestations de soutien aux actions intersyndicales en Argentine, l'Union syndicale Solidaires sera présente !

Fin mai – début juin, nous organiserons une série de réunions publiques dans plusieurs villes de France, avec Beto Pianelli, qui est un des responsables de la Central de Trabajadores y Trabajadoras de la Argentina (CTA-T) et secrétaire du syndicat du métro de Buenos Aires.

Palestine Le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) appelle à se rassembler aux abords de l'Assemblée nationale, le vendredi 14 mars, pour dire « Non au projet d'expulsion des Palestiniens de Gaza. Non à l'épuration ethnique en Cisjordanie. Imposons la fin des massacres et du génocide ! »

Nous devons renforcer les mouvements tels que BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) et à participer à la campagne Stop Arming Israël. Nombre d'entreprises françaises sont concernées. L'enjeu est aussi de contrer rapidement les discours et projets qui envisagent explicitement l'expulsion totale des Palestiniens de leurs terres. C'est pourquoi notre Union soutient les initiatives prises par la société palestinienne, à Gaza et en Cisjordanie :

- pour aider à la reconstruction, dans le domaine de la santé et, par le soutien à l'association Al-Awda ;
- pour aider à la rescolarisation des enfants de Gaza par le soutien à la campagne Education4Gaza. Mercredi 19 mars aura lieu une conférence à l'initiative de Education4Gaza à la Bourse du travail de Paris ;
- en Cisjordanie, pour aider le personnel du service public postal en lien avec un appel du syndicat des postes PPSWU.



Ukraine Depuis l'agression russe à grande échelle du 24 février 2022, l'ensemble du peuple ukrainien (syndicats de travailleurs et travailleuses, syndicats étudiants, organisations féministes, collectifs LGBTQI, collectifs de citoyennes et citoyens, organisations politiques progressistes,) se bat sur deux fronts : contre les politiques libérales du gouvernement et, les armes à la main, contre les troupes de Poutine.

Des structures auto-organisées, souvent appuyées sur les collectifs de travail et de retraité-es, dans lesquels les femmes prennent une grande place, pallient la dégradation des services publics par leur travail bénévole. Les étudiant-es se battent pour leurs conditions de vie dans les résidences étudiantes et le droit d'étudier ; les mineurs ou les travailleurs du bâtiment, se battent pour le versement et l'augmentation de leurs salaires ; les infirmières se battent pour leurs salaires et leurs conditions de travail, contre les licenciements ou fermetures d'hôpitaux ; les enseignant-es luttent contre la privatisation des écoles ; les cheminot-es viennent de gagner sur leur rémunération, jusqu'aux militaires qui s'organisent pour créer des structures syndicales.



Nous refusons de considérer que les grandes puissances sont les seuls agents de l'Histoire, en oubliant les peuples. Au contraire, nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et leur autodétermination. Notre vision n'est pas géopolitique, elle est celle d'un syndicalisme de classe ! Nous soutenons le peuple ukrainien depuis le début de la guerre en 2014, et plus encore depuis février 2022, parce qu'il subit une agression impérialiste et colonialiste – tout comme nous soutenons le peuple palestinien, le peuple sahraoui, etc. et combattons pour les libertés démocratiques partout dans le monde.

Nos camarades syndicalistes en Ukraine nous sollicitent et réclament notre soutien. Avec le Réseau syndical international de solidarité et de luttes ou l'intersyndicale nationale Ukraine, nous avons organisé six convois syndicaux, par solidarité avec nos camarades ukrainien-es. Les 23 et 24 février, nous avons participé aux manifestations ou rassemblements dans plusieurs villes de France.

Nous poursuivons le combat pour une paix juste et durable en Ukraine -impliquant le retrait des troupes russes de l'ensemble du pays-, pour le retour des enfants ukrainiens volé-es, pour la libération des prisonnier-es de guerre et prisonnier-es politiques détenu-es en Russie, pour le jugement des responsables de crimes de guerre – au premier chef d'entre eux, Poutine –, pour l'annulation de la dette ukrainienne et pour une aide inconditionnelle à la reconstruction du pays. Un troisième front est désormais ouvert : contre l'impérialisme américain allié à Poutine.

Semaine anticoloniale

L'Union syndicale Solidaires est impliquée dans l'organisation de la Semaine anticoloniale. Nous co-organisons trois événements au 33 rue de la grange aux belles :

- Le 24 mars : présentation/débat autour du livre *Haïti. Notre dette*, avec les éditions Syllepse et la Plateforme nationale française pour Haïti.
- Le 26 mars : débat après le film *Les âmes fêlées*, à propos de l'extraction minière au Congo, avec ATTAC-France.
- Le 28 mars : débat après le film *Rebelle*, avec le Collectif de solidarité avec le peuple basque.

Les 29 et 30 mars, nous serons présents au Salon anticolonial, à La parole errante (Montreuil).



Mexique La quasi-totalité des organisations syndicales mexicaines se sont rassemblées pour une « rencontre nationale des travailleurs et travailleuses syndiqués du Mexique. Pour défendre les droits du travail et en construire de nouveaux ». Elles rejoignent la présidente, Claudia Sheinbaum, face aux menaces de Trump de renvois massifs de migrant-es et d'augmentation des droits de douane pour faire pression sur l'Etat mexicain. Mais cela ne fait pas disparaître les revendications : réduction du temps de travail, pensions de retraite, salaires, etc.



Participaient à ce moment historique d'unité ouvrière, les organisations interprofessionnelles suivantes : Unión Nacional de Trabajadores (UNT), Nueva Central de Trabajadores (NCT), Asociación General de las y los Trabajadores (AGT), Confederación de Trabajadores de México (CTM), Confederación Revolucionaria de Obreros y Campesinos (CROC), Confederación Regional Obrera Mexicana (CROM), Confederación de Trabajadores y Campesinos (CTC) ; mais aussi des structures nationales professionnelles comme : Sindicato de Trabajadores de la Universidad Nacional Autónoma de México (STUNAM), Sindicato de Telefonistas de la República Mexicana (STRM), Asociación Sindical de Pilotos Aviadores (ASPA), Sindicato Mexicano de Electricistas (SME), etc.

A propos du Mexique, voir aussi : [Justice pour Samir Flores Soberanes](#)

Répression L'État français s'acharne contre la Palestine et ses défenseurs. En prison depuis plus de 40 ans, Georges Abdallah, vient de subir une nouvelle mesure discriminatoire de la part de la justice de l'État français. Alors qu'il est libérable depuis 1999, sa onzième demande de libération conditionnelle n'a pas été acceptée sous un prétexte éminemment fallacieux. La Cour d'appel ne réfute pas les motifs qui avait justifié la décision prise le 15 novembre 2024 par le tribunal d'application des peines, elle reconnaît « une très longue incarcération et un projet adapté à sa personnalité et à sa situation ». Mais elle impose une condition scandaleuse déjà refusée par le passé : alors qu'il n'a pas de revenu depuis plus de 40 ans, Georges Abdallah doit, d'ici le 19 juin, faire un « effort conséquent d'indemnisation des parties civiles », sachant que parmi les parties civiles il y a les États-Unis ! L'Union syndicale Solidaires dénonce l'acharnement envers Georges Abdallah et réitère l'exigence de libération, portée depuis des années.



Il est tristement ironique que ce même jour, le Collectif Palestine Vaincra a été dissous, à la suite d'une longue campagne menée tant par des organisations d'extrême droite que par le gouvernement d'Emmanuel Macron. [...] [L'Etat français s'acharne contre la Palestine et ses défenseur-es](#)

Etats-Unis Les travailleurs fédéraux s'organisent contre la prise de pouvoir des milliardaires. [...] L'American Federation of Government Employees et d'autres collectifs ont organisé des rassemblements dans tout le pays. Les syndicats ont également intenté des poursuites judiciaires contre un certain nombre de mesures de Trump et de Musk, notamment le courriel proposant la démission, la tentative de faire sortir les travailleurs des catégories de la fonction publique et l'accès de Musk à des données sensibles du département du Trésor. [...] Au niveau local, les militants établissent des liens entre les syndicats, en partageant des informations précises et des stratégies de riposte.



[Les travailleurs fédéraux s'organisent contre la prise de pouvoir des milliardaires](#)

Pérou Les travailleurs et travailleuses du groupe péruvien CELIMA (Cerâmica Lima S.A.) en sont à 200 jours de lutte contre un licenciement collectif, imposé par l'entreprise dans le but d'accroître l'exploitation et de démanteler le syndicat. Sans salaires depuis août 2024, ils et elles continuent de se mobiliser pour défendre le droit au travail, la syndicalisation et la négociation collective.



Le 5 août 2024, CELIMA avait annoncé le licenciement de 216 personnes dans ses trois usines de Lima. Grâce à la mobilisation syndicale et à la pression ouvrière, ce premier licenciement collectif a été annulé, et le tribunal a exigé la réintégration avec paiement des salaires dus. Mais, dès novembre 2024, les patrons ont lancé une nouvelle procédure de licenciement collectif, visant cette fois 119 travailleurs et travailleuses, dont 90 % étaient syndiqué-es. La lutte continue et le soutien international est nécessaire !

Kanaky Au sommaire du bulletin n°21 du collectif Solidarité Kanaky : La délégation FLNKS en France – 44ème congrès du FLNKS - Hommage à Hnalaine Uregei - La rentrée scolaire sous le signe des discriminations - Une illustration parmi d'autres de la situation coloniale - Dépaysement de l'information judiciaire ouverte après les révoltes de mai 2024 - Initiatives de soutien en France.

[Collectif Solidarité Kanaky](#)

Biélorussie

Depuis 2022, le gouvernement considère les syndicats indépendants comme une menace, avec une répression forte qui a abouti à l'incarcération de nombreux dirigeants syndicaux, dont certains ont été soumis à des traitements inhumains en prison. Les autorités ont dissous tous les syndicats indépendants, forçant les travailleurs et travailleuses à adhérer à des syndicats jaunes, contrôlés par le gouvernement et plaçant des informateurs sur les lieux de travail. Les dissident-es sont destitué-es ou emprisonnés, et beaucoup ont été contraint-es à l'exil. Mais le mouvement syndical n'est pas mort. Solidarnast e.V., poursuit le combat et notamment appelle à ce que l'OIT refuse la présence des « syndicats » de la dictature lors de la conférence annuelle, en juin prochain.

[Solidarnast e.V. | Belarusian trade unions](#)

Myanmar Depuis le coup d'État militaire de 2021, les organisations indépendantes ont été détruites et remplacées par des entités contrôlées par l'armée. Les lieux de travail sont constamment surveillés. Si le revenu des travailleurs et travailleuses tourne autour de 1,11 \$ par jour, les choses sont différentes pour les actionnaires des multinationales qui s'accrochent fort bien de la dictature ; tout comme l'UE qui n'a pas remis en cause ses accords commerciaux.

Prochains rendez-vous internationalistes

- 14 mars : rassemblement de soutien au peuple palestinien, à l'initiative du CNPJDPPI.
- 9 mars : conférence de Education for Gaza, à la Bourse du travail de Paris.
- 20 mars : réunion publique intersyndicale avec des militantes de Labor Notes.
- 24 mars : rassemblement devant l'ambassade d'Argentine.
- 22 au 30 mars : Semaine anticoloniale, avec notamment à la GAB
 - 24 mars : présentation/débat autour du livre *Haiti. Notre dette*.
 - 26 mars : débat après le film *Les âmes fêlées* (RD Congo).
 - 28 mars : débat après le film *Rebelde* (Pays basque).
- 29 et 30 mars : salon anticolonial et antiraciste, à Montreuil.
- 4 avril : commission internationale Solidaires.
- 4 au 6 avril : réunion internationale Amazon, à Leipzig.
- 7 avril : journée internationale de luttes pour le droit à la santé.
- 2 et 3 mai : congrès de l'USI-AIT, à Udine.
- 15 mai : journée intersyndicale internationale Palestine.
- 22 au 24 mai : congrès de la CIG, à Saint-Jacques-de-Compostelle.
- 26 mai au 9 juin : série de réunions publiques, avec Beto Pianelli, de la CTA-T (Argentine).
- 27 et 28 mai : formation syndicale Zapatistes, syndicalisme et luttes anticapitalistes au Mexique.
- 2 et 3 juin : congrès Euskal Langileen Alkartasuna.
- En juin : formation syndicale sur le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.
- 13 au 16 novembre : 6ème rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.
- 1^{er} au 3 décembre : université francophone du GLI, à Villarsceaux.